

Info | Économie | Développement économique

Veut-on vraiment ces immenses centres de données au Canada?

On compte déjà un peu plus de 200 de ces infrastructures au Canada.



Les ordinateurs qui font fonctionner l'intelligence artificielle sont hébergés dans des centres de données. (Photo d'archives)

PHOTO : SHUTTERSTOCK / OLEKSIY MARK



Yanik Dumont Baron

Publié le 7 décembre 2025 à 4 h 00 HAE

Mis à jour le 7 décembre 2025 à 13 h 39 HAE



Écouter l'article | 9 minutes



Les centres de données semblent prêts à pousser comme des champignons au Canada. Des promoteurs privés et plusieurs élus espèrent attirer chez eux une partie des fortunes promises pour la construction de ces infrastructures informatiques un peu partout. Mais est-ce vraiment une bonne affaire? Voici quelques réflexions.

L'engouement pour l'intelligence artificielle (IA) a déclenché une véritable course entre les géants du numérique, une rivalité que l'on peut comparer à une course aux armements.

Dans ce cas-ci, l'arme absolue, ce sont les centres de données, de vastes infrastructures critiques pour traiter toutes les informations nécessaires à notre vie moderne.

C'est là que sont stockés non seulement les films que nous visionnons ainsi que nos photos mais aussi les informations critiques sur lesquelles s'appuient les modèles d'IA que nous interrogeons.

C'est dans ces vastes structures que le fameux nuage informatique (le « *cloud* ») prend une forme bien concrète. Et pour que ces entrepôts surchauffés par des milliers de serveurs informatiques fonctionnent 24 heures sur 24, il faut énormément d'énergie.

Les géants comme Microsoft et OpenAI « sont un peu en guerre », lance Martin Bouchard, président et cofondateur de QScale, un des opérateurs de centres de données au Canada.

Ces géants, explique-t-il, « se battent tous pour la même ressource : l'énergie ».



Martin Bouchard, président et cofondateur de l'entreprise QScale. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA / ALEXANDRE PAINCHAUD

L'électricité semble être une des grandes limites au développement de l'intelligence artificielle. En effet, il est difficile de répondre aux besoins de toutes ces installations énergivores.

C'est là que le Canada a des atouts. Son électricité est relativement bon marché et souvent de sources propres. Son climat nordique aide aussi à réduire les besoins en énergie pour refroidir les serveurs informatiques.

D'un océan à l'autre, on compte déjà un peu plus de 200 centres de données de diverses tailles. Les investissements promis atteignent une quinzaine de milliards de dollars canadiens.

De l'énergie, mais à quel prix?

Le mois dernier, le premier ministre François Legault a signalé que le Québec allait s'ouvrir aux centres informatiques après des années à dire qu'il n'avait pas assez d'électricité à consacrer à cette industrie.

« Ils sont prêts à payer des prix très élevés pour l'électricité », a expliqué M. Legault, peut-être trois fois plus cher que ce qui est demandé aux grands clients industriels, notamment les alumineries.

L'Alberta opte pour une stratégie différente.

Elle compte vendre son gaz naturel aux grands acteurs des centres de données. De plus, ce sont eux qui devront se charger de transformer ce gaz en électricité pour leurs installations.

L'entrepreneur canadien Kevin O'Leary rêve d'établir le plus gros centre de données de la planète dans le nord de l'Alberta. La Wonder Valley serait de la taille d'un parc industriel.

À terme, ces installations consommeraient 7,5 gigawatts, soit une quantité d'énergie semblable à celle qui est nécessaire pour alimenter toute l'île de Montréal.

L'entrepreneur canadien Kevin O'Leary. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA

Dans cette rivalité, le bilan carbone semble avoir perdu de son poids. Cet impératif est repoussé à plus tard, croit Martin Bouchard.

« Il n'y a presque plus du tout d'intérêt pour l'énergie verte de la part [de ceux qui gèrent] les centres de données. C'est plutôt : "Je veux de l'énergie, point à la ligne!" » explique-t-il.

Cet appétit a fait grimper les coûts dans certains marchés aux États-Unis, entre autres parce que la demande est très élevée, mais aussi parce qu'il faut bâtir des infrastructures électriques pour approvisionner tous ces nouveaux clients.

Quelles retombées économiques?

« On n'a aucune indication qu'il y aura des retombées massives pour l'économie locale », souligne Guillaume Beaumier, qui enseigne à l'École nationale d'administration publique à Québec (ÉNAP).

Ce chercheur croit que le Canada ne devrait pas se laisser leurrer par les milliards de dollars promis pour l'achat d'énergie et pour la construction de ces vastes installations informatiques.

Tout d'abord, il est bien compliqué de taxer les profits réalisés dans ces installations, surtout si elles hébergent les données d'entreprises étrangères comme Microsoft ou Google.

De plus, les centres de données ne créent pas beaucoup d'emplois à long terme. À peine une centaine de postes sont disponibles à chacun de ces endroits une fois la structure en marche.

En entrevue récemment, la responsable de l'Association des centres de données du Mexique a comparé un centre de données à un hôtel qu'il faut constamment approvisionner.

C'est dans l'entretien des câbles, des serveurs et des systèmes de ventilation qu'une communauté locale peut tirer des emplois, un peu comme les draps d'un hôtel qu'il faut laver.

« Ces emplois indirects, c'est ce qui permet aux communautés de se développer réellement grâce à un centre de données », a indiqué Adriana Rivera Cerecedo.

Leçons mexicaines

Avec son mari et ses cinq enfants, Rosillo habite la région de Querétaro, une zone aride au nord-ouest de Mexico où sont installés plusieurs centres de données... et où d'autres centres sont attendus.

« La première chose que je fais en me levant, c'est de vérifier s'il y a de l'eau », explique Rosillo. Dans sa modeste maison se trouvent de grands contenants pour stocker cette ressource essentielle qu'il faut emmagasiner chaque jour, « au cas où ».

Cependant, dans ce coin du pays, l'eau ne coule pas toujours du robinet. Rosillo doit donc faire des réserves. Ce vieux problème semble avoir empiré au cours des dernières années.

Des centres de données se construisent rapidement dans la région de Querétaro, au Mexique. Conséquence : les infrastructures locales, par exemple les routes ainsi que les réseaux électriques et d'aqueduc, sont sous pression.

PHOTO : RADIO-CANADA / EMILIO AVALOS

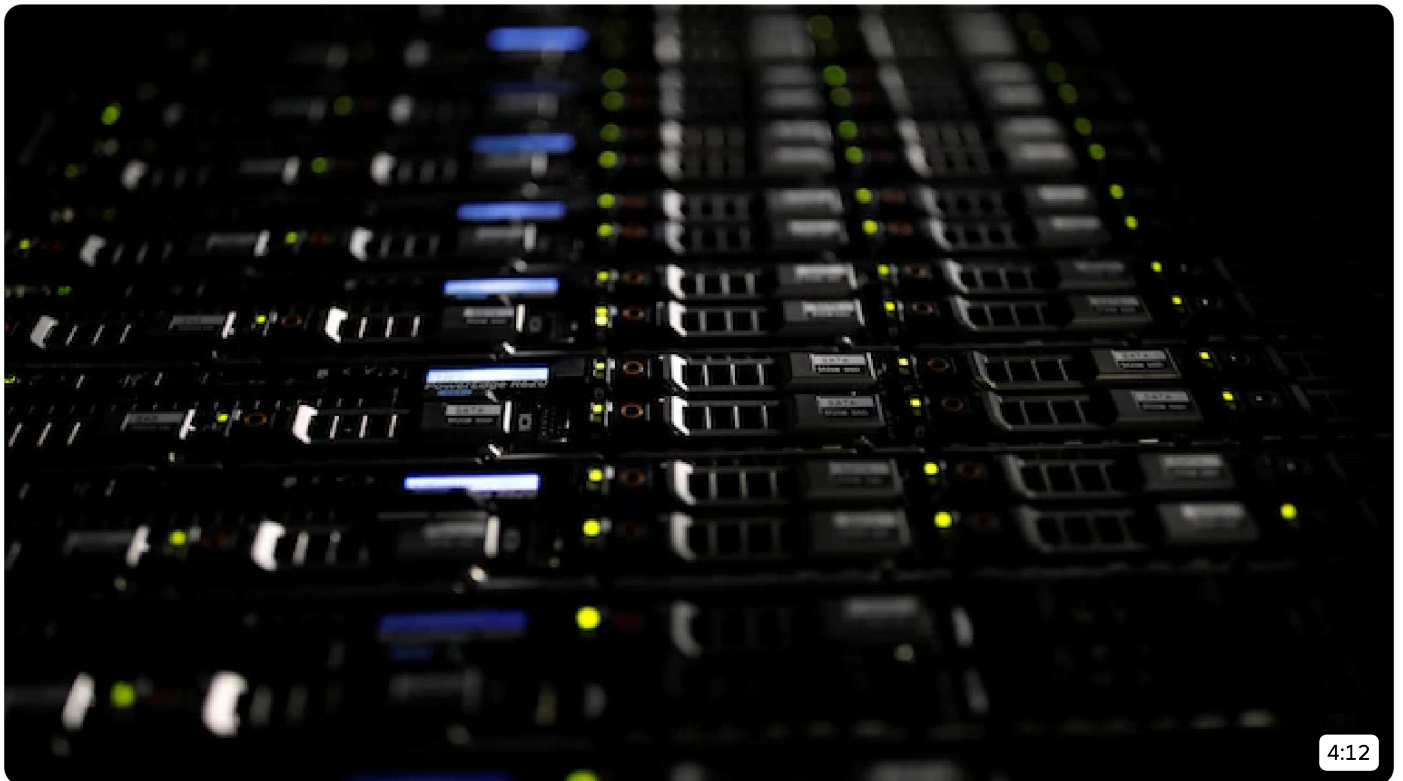
Les centres de données traînent une réputation de grands consommateurs d'eau, utilisée pour refroidir les milliers de processeurs informatiques sans cesse sollicités. Il y a différentes techniques de refroidissement; toutes ne consomment pas autant de liquide.

L'Association des centres de données assure que la grande majorité des sites consomment très peu d'eau, « à peine plus qu'un hôtel », soutient Adriana Rivera Cerecedo.

Impossible de vérifier les quantités d'eau puisées par ces entreprises privées au Mexique, ni de savoir quelles technologies sont utilisées autour de Querétaro. Cette information est considérée comme un secret d'entreprise. Les politiciens ont signé des ententes de non-divulgence.

« Quand il n'y a pas de transparence, c'est parce qu'on cache quelque chose », laisse tomber Teresa Roldán, une rare environnementaliste qui accepte de critiquer les centres de données dans la région de Querétaro.

En Irlande et au Chili, où se trouvent beaucoup de centres de données, l'opposition se fait parfois très audible parce que les impacts de ces méga-centres informatiques sont bien visibles.



Notre besoin mondial de stocker des données et l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle transforment la région de Querétaro, au Mexique. Regardez le reportage de Yanik Dumont Baron. (Photo d'archives)

PHOTO : REUTERS / BENOIT TESSIER

Souveraineté numérique

L'intérêt d'accueillir des centres informatiques trouve plus de sens si on pense à la « souveraineté numérique », c'est-à-dire le désir de contrôler le mieux possible le sort des données de son pays, notamment les renseignements en matière de santé ou ceux qui concernent la défense nationale.

Ce thème résonne particulièrement bien auprès des Canadiens, encore sonnés par l'attitude de Donald Trump envers son voisin du Nord, d'autant plus que les géants du numérique sont surtout américains.

« C'est un enjeu stratégique pour le Canada », soutient Julien Billot, directeur général de l'organisme Scale AI. Ce groupe financé par Ottawa aide les entreprises à adopter l'intelligence artificielle.



Julien Billot, directeur général de l'organisme Scale AI.

PHOTO : RADIO-CANADA / YANIK DUMONT BARON

À ses yeux, cette question est stratégique à plusieurs égards.

D'abord, les entreprises et les ministères (fédéraux et provinciaux) qui utilisent des services américains paient ces entreprises. Ces fonds ne restent pas au Canada.

Ensuite, les données confiées à des entreprises américaines peuvent être obtenues par les autorités américaines (une loi américaine le garantit), même si elles sont hébergées sur des serveurs canadiens et même si les règles canadiennes sont strictes.

« Si on veut être un pays souverain, il faut créer de la valeur. »

— Julien Billot, directeur général de Scale AI

Cela signifie qu'il faut encourager les entreprises canadiennes à bâtir des solutions canadiennes, utilisées par les Canadiens. C'est un travail à long terme qui nécessite stratégie et réflexion de la part des décideurs.

Or, le monde de l'IA bouge très vite. Et de vastes sommes d'argent sont disponibles maintenant.

« C'est un grand piège de se dire : "On va manquer le bateau, donc il faut embarquer dans le bateau!" » lance Guillaume Beaumier, de l'ÉNAP.

À cela, Martin Bouchard et une bonne partie de l'industrie répondront sûrement qu'il est trop tard, que le fameux bateau a déjà quitté le port. « La réalité, affirme-t-il, c'est qu'Internet et l'intelligence artificielle, il faut que ça roule quelque part. »

À lire aussi :

- [Québec ne veut plus dire ce qu'il reste d'électricité pour des projets industriels](#)
- [Hydro-Québec prévoit l'explosion de la consommation des centres de données](#)
- [Centres de données : quand l'IA a soif des mégawatts d'Hydro-Québec](#)
- [Les centres de données appelés à être moins énergivores](#)



Yanik Dumont Baron